

International

Les inégalités à l'échelle mondiale

Michel HUSSON

La montée des inégalités est une caractéristique des économies contemporaines et de nombreuses analyses en font l'une des causes essentielles de la crise actuelle. Cette chronique montre qu'il s'agit d'une tendance à peu près universelle. Elle s'appuie sur trois études récentes : la première (Atkinson, Piketty et Saez, 2009) éclaire l'impact de la financiarisation sur la montée des inégalités ; la deuxième (Banque mondiale, 2010) examine les effets de la mondialisation, et la troisième (PNUD, 2010) les rapports entre développement et inégalités.

Inégalités et financiarisation

Trois économistes – Anthony Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez – mènent un travail conjoint de mesure des inégalités sur longue période, en étendant cette investigation au plus grand nombre possible de pays. Les enseignements de ces précieux travaux peuvent être synthétisés autour d'un indicateur simple : la part du 1 % les plus riches dans l'ensemble des revenus.

L'histoire qu'ils racontent fait apparaître un phénomène majeur : le mouvement séculaire de réduction des inégalités s'inverse avec le tournant libéral du début

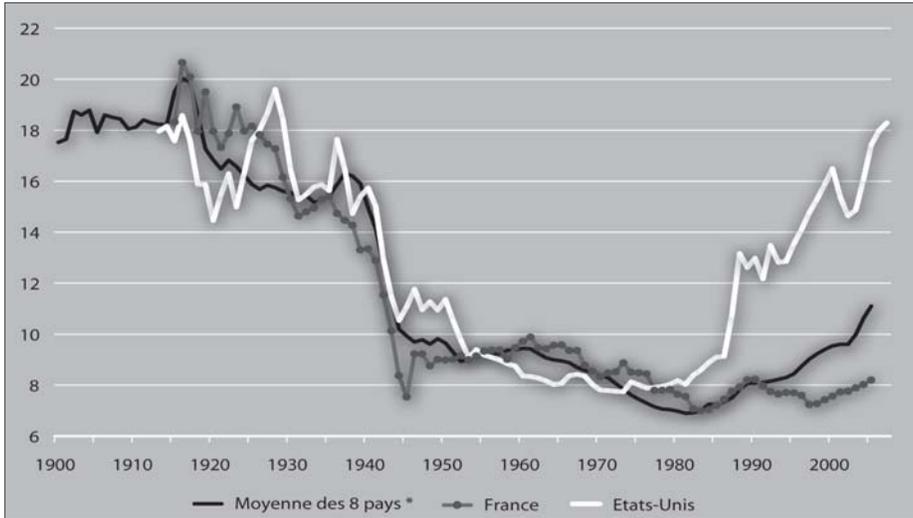
des années 1980. Au début du XX^e siècle, la part des plus riches se situait à un niveau élevé, de l'ordre de 18 % (graphique 1). Le mouvement de réduction des inégalités s'enclenche après la Première Guerre mondiale. Mais c'est surtout la Deuxième Guerre mondiale qui fait franchir une marche d'escalier dans le sens d'une réduction des inégalités. Au début des années 1950, la part des plus riches se situe en moyenne à 10 %, puis elle continue à baisser assez régulièrement.

Le tournant a lieu au début des années 1980 et une nouvelle tendance au creusement des inégalités s'instaure. L'inflexion est très forte aux Etats-Unis mais peu marquée en France. Il s'agit cependant d'une tendance à peu près universelle, que l'on retrouve aussi dans les grands pays émergents, la Chine et l'Inde (tableau 1).

La courbe des inégalités se lit plus clairement sur la période récente (graphique 2). On vérifie que, même en laissant de côté les Etats-Unis et le Royaume-Uni, la tendance est clairement affirmée. Et il est vraisemblable que la crise n'aura fait que l'accentuer.

Cette progression du revenu des plus riches est tirée par les revenus financiers et du patrimoine, dont la contrepartie est

Graphique 1. Part du 1 % les plus riches dans l'ensemble des revenus 1900-2007



*Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Inde, Japon, Royaume-Uni, Suède
Sources : Atkinson, Piketty, Saez (2009).

la compression salariale, si bien que les courbes présentées ci-dessus synthétisent l'histoire des rapports de force entre capital et travail depuis la Deuxième Guerre mondiale. Jusqu'au milieu des années 1970 prévalait une norme salariale établissant une relation relativement stable entre sa-

laire et productivité. La crise de 1974-1975 installe le chômage de masse et dégrade ce rapport de forces, ce qui permet d'instituer un régime néolibéral caractérisé par une faible croissance des salaires et une progression très rapide des revenus financiers.

Tableau 1. Part du 1 % les plus riches dans les revenus de huit grands pays

	1982	2005
France	7,1	8,2
Allemagne	9,4	11,1 ^b
Inde	4,5	8,9 ^c
Chine	2,6 ^a	5,9 ^d
Japon	7,0	9,2
Suède	4,0	6,6 ^e
Etats-Unis	8,4	18,3 ^f
Royaume-Uni	6,9	14,3
Moyenne des 8 pays	6,3	11,1
Moyenne hors Etats-Unis et Royaume-Uni	5,6	7,9

^a1986, ^b1998, ^c1999, ^d2003, ^e2006, ^f2007.
Sources : Atkinson, Piketty, Saez (2009).

Graphique 2. Part du 1 % les plus riches dans l'ensemble des revenus 1960-2005



Sources : Atkinson, Piketty, Saez (2009).

Il n'est donc pas étonnant de retrouver la même périodisation sur le partage entre profit et salaires. Abstraction faite des fluctuations liées à la conjoncture, la part du profit tend à baisser lentement jusqu'à la récession du milieu des années 1970, puis se stabilise à un bas niveau jusqu'au début des années 1980. Le tournant libéral du début des années 1980 conduit à un retournement à la hausse de la part du profit.

Le second levier est l'envol de la Bourse, mesuré ici par l'indice Dow Jones déflaté par l'indice du prix du PIB. On constate encore une nette corrélation avec les inégalités de revenus. Compression salariale et inflation boursière sont donc les deux facteurs qui conduisent au creusement des inégalités. Ces deux déterminations peuvent être combinées au

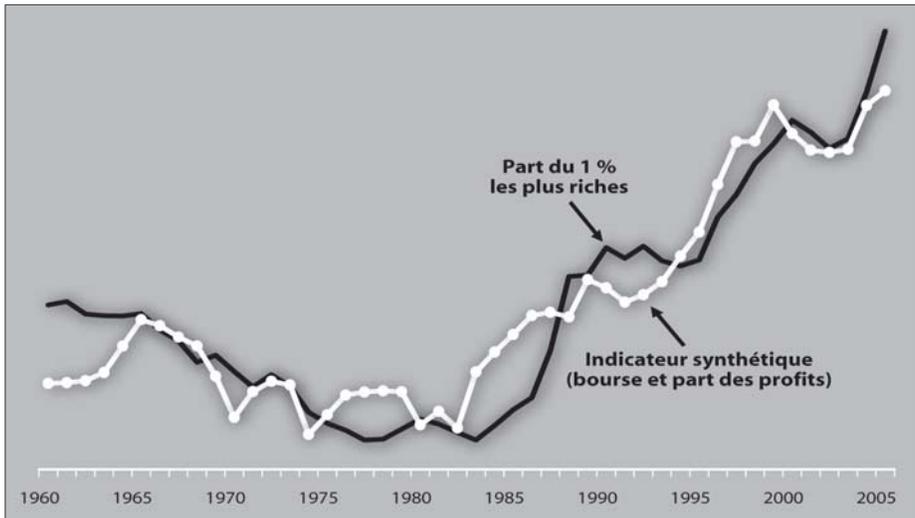
moyen d'un indicateur synthétique¹, calculé ici sur l'ensemble de quatre pays : Allemagne, Etats-Unis, France, Royaume-Uni. On vérifie alors une étroite corrélation entre cet indicateur et la part du revenu qui va au 1 % les plus riches. Autrement dit, le creusement des inégalités va de pair avec ces deux tendances : baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée et explosion des cours boursiers (graphique 3).

Inégalités et mondialisation

Quel est l'effet du processus de mondialisation sur les inégalités ? La question est facile à poser mais plus difficile à spécifier. S'il s'agit des inégalités de revenus à l'intérieur de chaque pays, la réponse est claire : les inégalités augmentent dans

1. Cet indicateur est obtenu en faisant la demi-somme de l'indice Dow Jones (déflaté par l'indice du prix du PIB) et de la part des profits dans la valeur ajoutée, après avoir centré et réduit ces deux variables.

**Graphique 3. Part du 1 % les plus riches et indicateur synthétique
Allemagne + Etats-Unis + France + Royaume-Uni**



Sources : Atkinson, Piketty, Saez (2009), Dow Jones, Commission européenne (base de données Ameco), calculs propres.

la plupart des pays, comme on vient de le voir. Mais si l'on s'intéresse aux inégalités à l'échelle mondiale, les choses se compliquent selon qu'on raisonne sur les pays ou sur les individus qui peuplent ces pays. Il faut alors distinguer trois définitions des inégalités, en suivant la présentation de Branko Milanovic, qui travaille sur ces questions à la Banque mondiale (voir pictogramme ci-contre) :

- **les inégalités entre pays**. Le plus simple est de classer les pays en fonction de leur PIB par tête et de calculer un indicateur de répartition, par exemple le coefficient de Gini qui mesure l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire¹. Dans ce cas, chaque pays compte comme « un individu ». On obtient alors le **Gini 1** ;

- **les inégalités entre pays pondérés par leur population**. Dans le calcul précédent, un petit pays riche (le Luxembourg) pèse autant qu'un grand pays pauvre (la Chine). Pour compenser ce biais, on pondère chaque pays en fonction de sa population. La Chine comptera plus que le Luxembourg. On obtient le **Gini 2** ;

- **les inégalités globales**. L'indicateur précédent n'est toutefois pas satisfaisant car chaque Chinois figure avec un revenu chinois moyen. Or les inégalités peuvent se creuser à l'intérieur d'un pays, ce qui est le cas par exemple en Chine. Il faut donc calculer un indice global qui mélange l'ensemble des habitants de la planète en les classant selon leur revenu individuel. On obtient alors le **Gini 3** qui représente donc un indicateur d'inégalités globales.

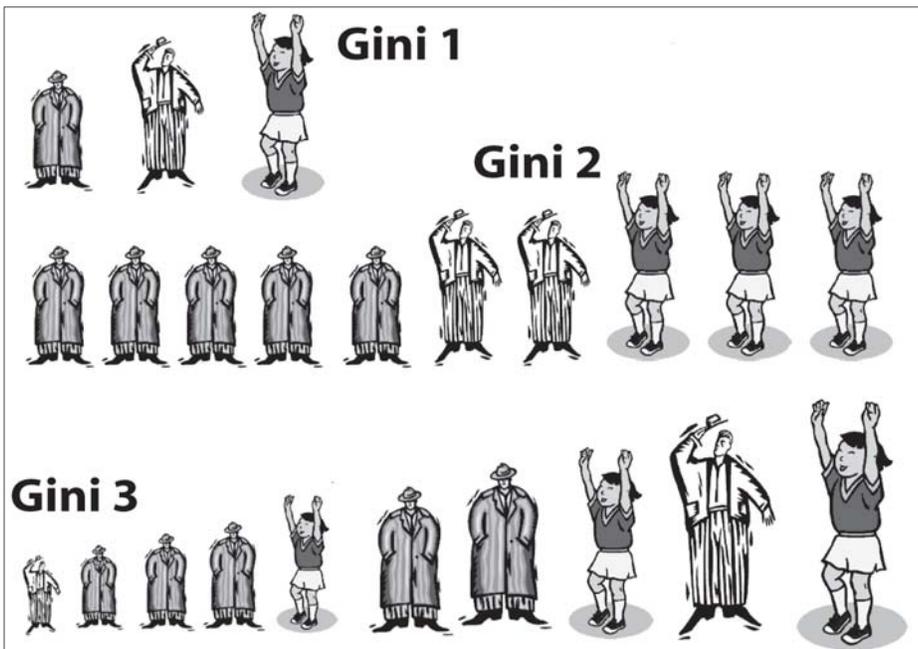
1. Le coefficient de Gini varie entre 0 (répartition parfaitement égalitaire) et 1 (répartition parfaitement inégalitaire).

Ces mesures posent d'importants problèmes historiques et statistiques et sont périodiquement soumises à des rectifications. Il faut par exemple calculer des indices de prix pour mesurer le pouvoir d'achat du revenu et permettre les comparaisons internationales en parité de pouvoir d'achat. Ainsi de nouvelles données sur les prix ont été collectées en 2005 et ont conduit à réviser les résultats des études antérieures, notamment en ce qui concerne la Chine et l'Inde : « les inégalités sont beaucoup plus élevées qu'on ne le pensait. L'inégalité globale entre les citoyens du monde est estimée à 70 points de Gini au lieu de 65 auparavant. Le décile le plus riche reçoit 57 % du revenu mondial, plutôt que 50 % » (Milanovic, 2009a). Ces nouvelles données ont

conduit Milanovic à dresser un constat plus net que dans son livre de 2005 où il concluait à une hausse modérée des inégalités (Milanovic, 2005).

Avec les dernières données disponibles, les trois indicateurs évoluent de manière différente sur les dernières décennies (graphique 4). Quand on compte chaque pays comme un seul individu (Gini 1), l'indicateur correspondant évolue à la hausse entre 1980 et 2000 : la mondialisation s'accompagne d'écart accru entre pays. Mais cet indicateur n'est pas vraiment satisfaisant. Si l'on tient compte de la population relative de chaque pays (Gini 2) l'indicateur tend à baisser à partir de 1980, en raison de la croissance du PIB par tête dans les grands pays émergents : d'abord la Chine, puis l'Inde au cours de la dernière décennie.

Trois mesures des inégalités



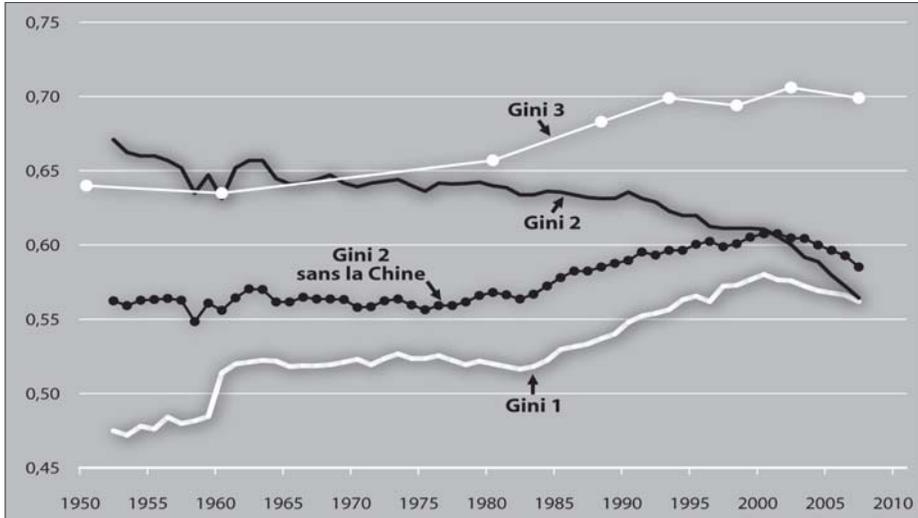
Source : Milanovic (2010).

INTERNATIONAL

Pour avoir une idée des inégalités globales (chaque individu de la planète compte alors pour un), il faut utiliser l'indicateur « Gini 3 », qui présente

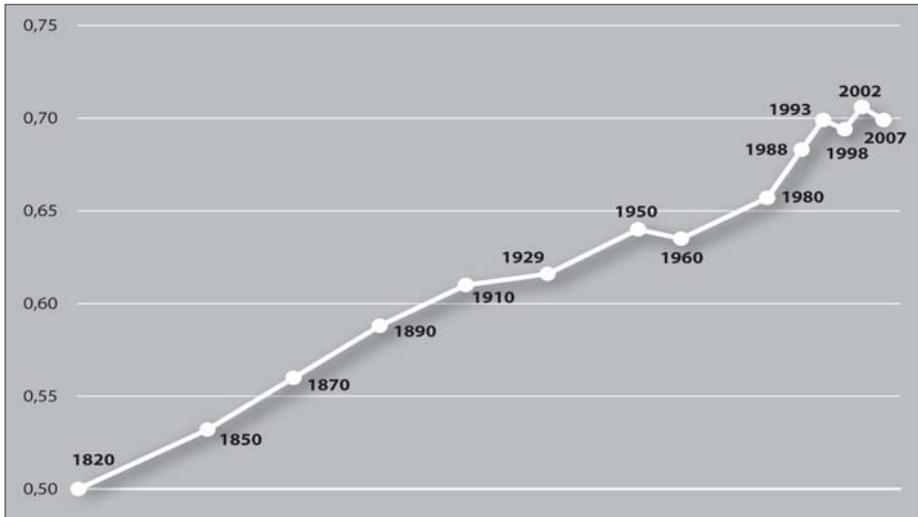
une évolution différente : les inégalités se creusent à partir de 1980, puis se stabilisent à un niveau élevé (graphique 4).

Graphique 4. Trois indicateurs d'inégalités mondiales (1952-2007)



Sources : Milanovic (2009b et 2010).

Graphique 5. Les inégalités mondiales (1820-2007)



Indicateur « Gini 3 ».

Sources : Bourguignon et Morrisson (2002), Milanovic (2009b et 2010).

Sur plus longue période, ce même indicateur montre que les inégalités mondiales n'ont pratiquement jamais cessé de se creuser depuis le début du capitalisme. Les seules exceptions correspondent aux périodes pendant lesquelles de grands pays du Sud ont adopté un modèle de croissance plus autocentré : entre-deux guerres et « Trente glorieuses » (graphique 5). Au total, la répartition des revenus à l'échelle mondiale est extrêmement polarisée : les 10 % des individus les plus riches reçoivent 55 % du revenu mondial.

Les principaux résultats de ces études sont donc les suivants :

- les inégalités ont augmenté à l'intérieur de nombreux pays, y compris dans les plus grands (Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine, Inde, Russie) ;
- les inégalités entre pays ont augmenté, mais ont reculé quelques années avant la crise ;
- quand on tient compte de la taille des pays, les inégalités entre eux ont décliné grâce à la croissance enregistrée par la Chine et l'Inde ;
- l'inégalité globale semble s'être stabilisée, mais à un niveau historiquement très élevé.

Inégalités et développement

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) vient de publier son 20^e rapport, intitulé *La vraie richesse des nations*. Il contient d'importantes innovations : l'Indice de développement humain (IDH) qui repose sur trois critères majeurs (espérance de vie, niveau d'éducation et niveau de vie) est dorénavant affiné et complété par d'autres indicateurs portant notamment sur les inégalités. L'une des principales conclu-

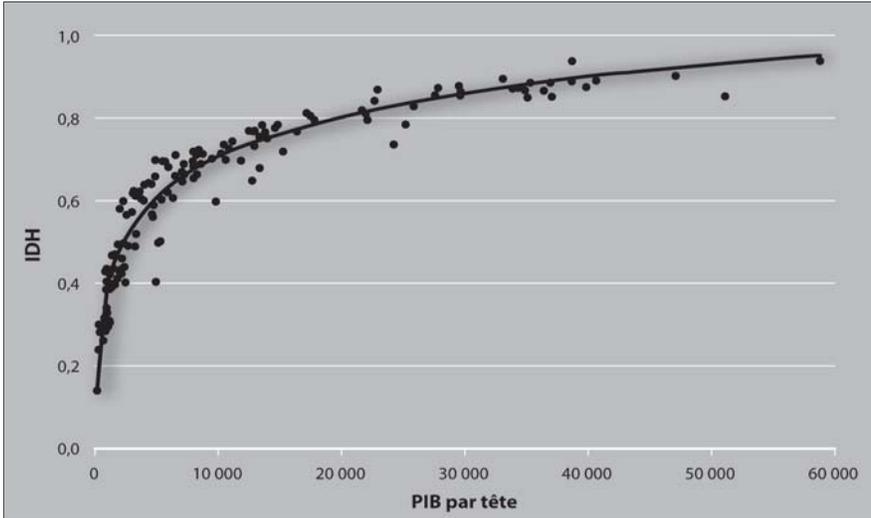
sions de ce rapport est qu'il existe « une corrélation négative très forte entre inégalités et développement humain ».

Si l'on compare l'IDH au PIB par tête, pays par pays, on constate une liaison positive. Pourtant, au-delà d'un certain seuil de PIB par tête, l'IDH n'augmente pratiquement plus (graphique 6). Ce résultat est cependant difficile à interpréter, puisque l'on rapporte une grandeur (le PIB par tête) qui peut *a priori* augmenter indéfiniment, à une autre qui est bornée, puisque l'IDH varie par construction entre 0 et 1. On obtient une bonne liaison linéaire si on compare l'IDH au logarithme du PIB par tête (graphique 7). Mais il subsiste néanmoins des écarts qui peuvent être importants, et le PNUD insiste sur ce décalage entre le niveau du PIB et le bien-être.

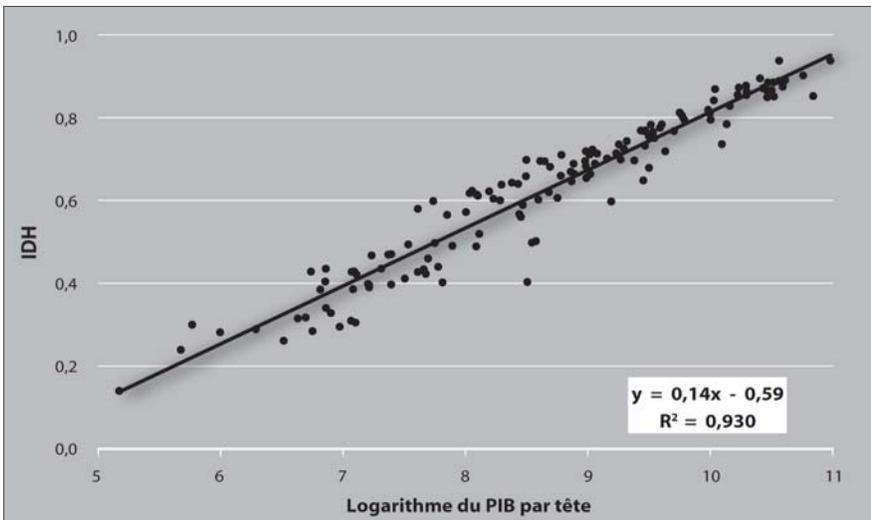
L'une des nouveautés introduites par le PNUD est le calcul d'un indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI). C'est « la mesure du niveau moyen de développement humain chez les personnes au sein d'une société, compte tenu des inégalités. Dans des conditions d'égalité parfaite, l'IDH et l'IDHI prennent une valeur égale ; mais les inégalités deviennent plus importantes au fur et à mesure que l'écart se creuse entre ces deux indices. » Ce nouvel indicateur présente le même profil quand on le rapporte au PIB par tête. Il entretient aussi une liaison linéaire avec le logarithme du PIB par tête mais les écarts pays par pays sont plus importants qu'avec l'IDH non ajusté.

L'écart entre IDH et IDHI – que l'on baptise ici INEGA – mesure donc la perte de bien-être liée aux inégalités. Cette perte de bien-être est corrélée négativement au PIB par tête et à l'IDH : autrement dit, les inégalités tendent à se

Graphique 6. IDH en fonction du PIB par tête



Graphique 7. IDH en fonction du Logarithme du PIB par tête



Données pour 2010 – 139 pays. Source : PNUD (2010)

réduire avec la croissance et/ou le développement. Il subsiste cependant des décalages importants, mais, globalement, un pays est d'autant plus égalitaire qu'il atteint un niveau de développement éle-

vé. Il s'agit cependant d'une photographie qui porte sur les données les plus récentes pour chaque pays, et qui peut s'accompagner, comme on l'a vu, d'une montée des inégalités dans chaque pays.

